



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
EN MIDI-PYRÉNÉES

2017

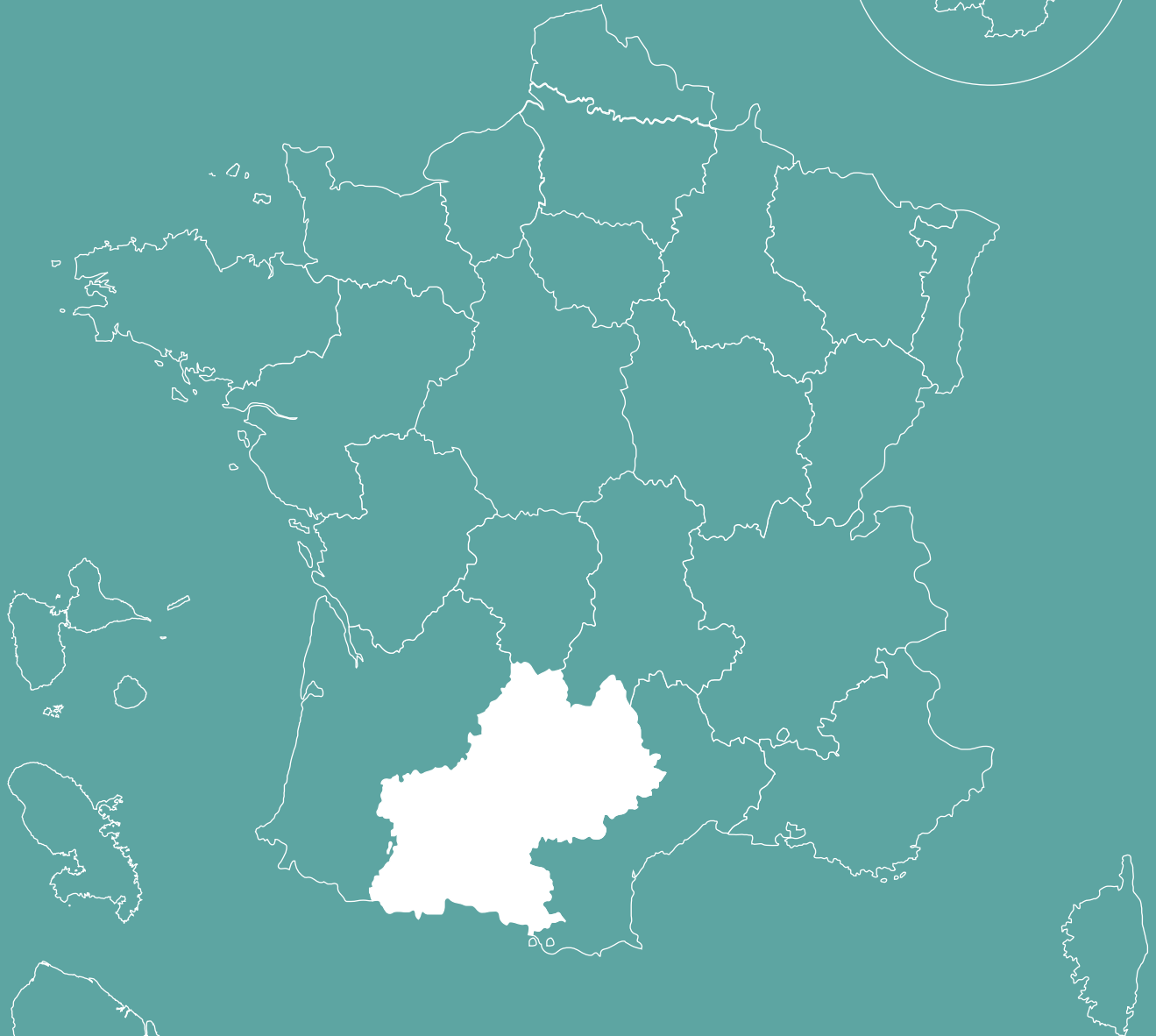
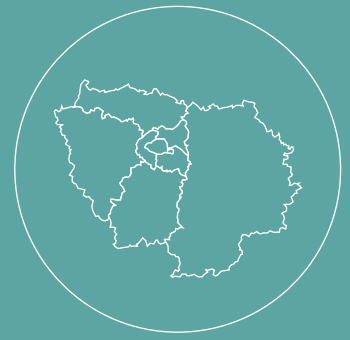
Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



MIDI-PYRÉNÉES

La région compte 415 adhérents
regroupés en 12 sections et 4 fédérations



Ariège
Ariège

Aveyron (fédération)
Rodez Millau
Villefranche-de-Rouergue/Decazeville

Gers
Auch et l'Isle-Jourdain

Haute-Garonne (fédération)
Colomiers - Ouest toulousain
Toulouse

Lot (fédération)
Cahors
Figeac
Martel

Hautes-Pyrénées (fédération)
Lannemezan
Tarbes / Bagnères-de-Bigorre

Tarn
Gaillac

ÉDITO

DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

En 2017, la LDH est intervenue pleinement dans le vaste champ des droits de l'Homme. De plus en plus étendu et complexe, omniprésent dans le cadre du politique, il se décline dans des thématiques qui vont de la lutte contre le terrorisme en passant par les questions de migrations, des discriminations liées à l'origine, au genre, à la religion, aux handicaps, à des questions socio-économiques, d'éducation, de santé, d'environnement, de bioéthique...

Dans certains domaines, la LDH dispose d'une expérience et de compétences reconnues. Dans d'autres, elle innove, consciente que les droits et libertés se posent aussi dans des termes nouveaux avec les évolutions scientifiques, la révolution numérique, la « mondialisation », la destruction de la planète...

Le congrès de Grenoble a fixé, en juin 2017, deux axes stratégiques : la démocratie et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont inspiré de nombreuses actions, prises de position et analyses. De même, la question de l'égalité femmes/hommes, celle de la liberté d'expression artistique compatible avec une lutte résolue contre le racisme et le sexisme ont été au cœur de ses interventions.

La LDH a aussi œuvré pour le respect des droits des étrangers et pour un accueil digne des migrants. C'est en effet à l'aune de la manière dont elle accueille ou au contraire regroupe, enferme, refoule ces étrangers qu'une société se jauge, se mesure à elle-même.

Le travail engagé sur les grands enjeux de société, de la santé et de la bioéthique (thème de son université d'automne en 2017), de l'accès aux droits socio-économiques, des questions « environnementales » témoigne aussi de l'ouverture de la LDH à des enjeux nouveaux.

Enfin, sur les questions internationales, la LDH a poursuivi son engagement auprès d'associations ou de collectifs qui, en France, agissent en solidarité avec les peuples, sociétés ou groupes opprimés, colonisés, victimes de guerre ou privés de démocratie.

Cette liste non exhaustive atteste d'une activité dense. Si, en France comme ailleurs, trop de droits sont bafoués et trop nombreuses en sont les victimes, l'air du temps est lui caractérisé par une tendance à relativiser ces réalités et à accepter comme une fatalité un renoncement aux droits, aux libertés, à l'exigence d'un traitement digne pour tous. Ce « relativisme » confine en fait au déni, qu'il s'agisse :

- de « relativiser » des violences institutionnelles (école, justice, police) ou des expressions ou des actes racistes, de peu s'inquiéter de la recrudescence d'une extrême droite raciste et liberticide et de ses discours et manipulations ;
- de se laisser gagner par une « insécurité identitaire » avec la défense d'une laïcité défigurée se traduisant, de fait, par le rejet d'une religion ;
- de nier la crise environnementale au nom d'intérêts particuliers ;
- de sacrifier des libertés sans état d'âme à la lutte antiterroriste ;
- de traiter de manière indigne des migrants au nom de la crise sociale ;
- de remettre en cause des droits sociaux au nom d'une lutte (improbable) contre le chômage ;
- d'écarter les nouveaux atours d'un patriarcat sans cesse renouvelé, tels que dénoncés par les femmes victimes de harcèlement, de violences et d'un traitement inégal.

Face à de tels défis, la LDH a produit analyses et positionnements et les a traduits en actions et outils, comme avec

la loi « sécurité et libertés », l'accueil des migrants, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le numérique et la protection des données personnelles, ou encore la question des communs et de l'environnement.

Tant au niveau régional que local, l'action de la LDH se conjugue avec celle des citoyens et des associations qui défendent les droits et les mettent en pratique : par exemple le soutien juridique et l'accompagnement des migrants, ou encore de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le déni des droits. Ces mobilisations locales sont les maillons essentiels de diffusion d'une culture des droits de l'Homme : intervention en milieu scolaire, formation des acteurs associatifs et des citoyens sur le racisme, l'antisémitisme, les discriminations, organisation de nombreuses réunions publiques et ciné-débats.

Bref, la LDH s'est saisie en 2017 des grands enjeux qui agitent notre société et le monde sans jamais oublier la défense des droits et libertés et la solidarité dans tous ses aspects, pratiques et symboliques à la fois.

D'autres défis urgents se présentent à elle, s'agissant de son modèle de gouvernance et d'action, de ses modes de financement et de sa capacité à faire connaître son action et à attirer de nouvelles énergies. C'est là un chantier ambitieux qu'il nous faudra poursuivre avec la lucidité, l'exigence et la créativité que développent déjà, à toutes les échelles d'action, ceux qui font la vie de l'association : les ligueuses et les ligueurs.

Malik Salemkour
Président de la LDH

LA LDH MIDI-PYRÉNÉES EN ACTION EN 2017

Les thématiques qui intéressent la LDH sont multiples : démocratie, libertés, droits, justice, droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, étrangers, droit d'asile, égalité entre les femmes et les hommes, racisme, antisémitisme et discriminations, permanences, soutien juridique, campagnes d'alerte et de sensibilisation, pédagogie, communication, international, Europe...

Défendre les droits des étrangers

Les sections de Midi-Pyrénées se sont engagées dans l'accompagnement des demandeurs d'asile, des réfugiés, des mineurs non accompagnés pour le respect de leurs droits et de leur dignité ; elles ont œuvré pour promouvoir la solidarité.

Une veille téléphonique ou des permanences juridiques, selon les sections, sont assurées pour répondre à des sollicitations importantes, souvent en dernier recours, de personnes en demande de régularisation de leur situation. Une des sollicitations en augmentation constante concerne la recherche d'hébergements, notamment sur Toulouse et ses environs. La fédération de Haute-Garonne a d'ailleurs participé, avec la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) et le Droit au logement (Dal), à la campagne « Un toit pour apprendre », avec des solutions positives trouvées pour nombre de familles d'enfants scolarisés qui dormaient jusque-là dans la rue. Ailleurs, comme à Cahors, des accompagnements de migrants sont organisés suite à des obligations de quitter le territoire français (OQTF). Partout sur le territoire, des personnes sont aidées pour accéder à leurs droits, accéder aux soins et être mises en contact avec des avocats.

Les sections de Midi-Pyrénées sont toutes engagées aux côtés de Réseau éducation sans frontière (RESF) pour la défense des enfants scolarisés dont les parents sont menacés d'expulsion.

D'autre part, la Ligue des droits de l'Homme est intervenue au colloque régional « L'accueil et la scolarisation des enfants migrants » organisé par la FCPE et les collectifs locaux RESF d'Occitanie.

En Haute-Garonne, un travail d'enquête a été initié sur la situation des mineurs non accompagnés (MNA), en collaboration avec la Cimade, RESF et des travailleurs sociaux en charge de leur accueil, pour dénoncer les conditions de prise en charge et de reconnaissance de leur minorité, ainsi que les difficultés qu'ils rencontrent pour faire valoir leurs droits aux soins, à la scolarité, au conseil juridique... Ailleurs en Midi-Pyrénées, les sections participent également à la prise en charge de ces mineurs et les accompagnent dans leurs démarches.

Sur tout le territoire, les sections sont également engagées dans différents collectifs de défense des sans-papiers.

Les sections de Haute-Garonne ont réalisé en 2017, en partenariat avec d'autres associations locales, un gros travail d'enquête sur les conditions d'accueil des étrangers à la préfecture de Toulouse. La remise du rapport aux autorités et les constats et préconisations qu'il contenait ont permis d'initier une nouvelle forme de travail avec la préfecture, par la création d'un groupe contact.



Enfin, plusieurs sections de la région ont participé à la Journée des réfugiés le 20 juin, avec stands, manifestations, expositions et distribution de tracts, ce qui a permis un échange essentiel avec le public sur ces questions.

Lutter contre les préjugés, les propos racistes, antisémites et xénophobes

La Ligue des droits de l'Homme refuse toute discrimination et combat toutes les formes de racisme et d'antisémitisme. Elle refuse d'enfermer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans quelque démarche communautaire que ce soit.

En Haute-Garonne, la Ligue des droits de l'Homme intervient souvent à la demande de Gens du voyage menacés d'expulsion ou discriminés dans leur accès aux centres de loisirs associés à l'école (Clae) ou cantines scolaires. Elle dénonce régulièrement le manque d'aires d'accueil dans le département et interpelle les mairies pour trouver des solutions au cas par cas. La LDH participe par ailleurs au Collectif Solidarité Rom 31.

Des ciné-débats sont menés un peu partout pour aborder différentes discriminations : homophobie en Aveyron, situation des Roms en Ariège, racisme dans différentes sections de la région.

Enfin, en Haute-Garonne, les sections ont soutenu la Marche des fiertés.

Promouvoir les solidarités

Dans un monde où les atteintes aux libertés sont courantes, la LDH dénonce le recours à la terreur, les crimes contre l'humanité, la répression brutale des mouvements sociaux et des dites « minorités », les violations massives et délibérées des populations civiles. Avec la FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme), avec l'AEDH (Association européenne pour la défense des droits de l'Homme), avec EuroMed Droits (Réseau euroméditerranéen des droits de l'Homme), la LDH est solidaire des victimes d'atteintes à tous les droits.

Outre les ciné-débats organisés un peu partout (Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne, Lot...) sur la question des migrants, la Ligue des droits de l'Homme participe à Rodez au Festival des solidarités, en Ariège au festival Résistances et à la Journée de la résistance, en Haute-Garonne à Alternatiba, avec stand et réunions publiques.

En Haute-Garonne, elle a créé, avec le Syndicat des avocats de France (Saf) et la Fondation Copernic, un Observatoire des pratiques policières chargé de regarder, en amont des manifestations autorisées et pendant leur déroulement, si les conditions sont respectées et les dispositifs proportionnés pour que le droit à manifester puisse s'exercer dans de bonnes conditions.

Œuvrer pour plus de démocratie et nourrir le débat citoyen

La LDH s'inquiète des atteintes aux libertés publiques aggravées par des lois sécuritaires. Elle dénonce une politique du tout carcéral, alors que les prisons surpeuplées sont des lieux d'inhumanité et de violence. La LDH agit aussi pour l'indépendance de la justice et pour la présomption d'innocence. La LDH est de toutes les mobilisations contre l'extrême droite en France et s'oppose aux discours xénophobes. Les technologies de l'information et de la communication connaissent d'indéniables avancées mais peuvent être exploitées pour devenir des outils de surveillance et d'oppression. La LDH joue un rôle d'alerte.

Des sections de la région ont participé à des ciné-débats dans le cadre du Festival international des droits de l'Homme.

Autre façon d'être présents et de nourrir le débat citoyen : une présence sur les marchés, pour rencontrer le public et débattre, sur des stands de forums des associations ou de festivals culturels ou bien sur un espace dédié, comme par exemple à Toulouse en Liberté, journée festive et militante où la LDH va à la rencontre du public en plein centre de Toulouse.

Les sections de la région poursuivent leur réflexion sur les conditions carcérales et dénoncent notamment la surpopulation. Elles revendiquent également l'effectivité du droit de vote en détention. Des sections des Hautes-Pyrénées et de Haute-Garonne ont soutenu la caravane basque menée par l'association Bagoaz, qui portait certaines revendications concernant les prisonniers basques détenus en France, notamment leur rapprochement. Les sections de Tarbes-Bagnères-en-Bigorre et Lannemezan dénoncent toujours, avec d'autres associations, la détention arbitraire de Georges Ibrahim Abdallah, qui a purgé sa peine depuis des années, mais reste en détention. Les sections de Haute-

Garonne ont participé au Festival Taul'Art et animé un ciné-débat autour du film *Être là*, qui traite de l'articulation difficile entre soin et détention.

La LDH, partout, dénonce la loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, qui inscrit dans le droit commun des dispositions liberticides de l'état d'urgence. Dans ce cadre, elle a participé à des débats et conférences sur l'inflation sécuritaire.

Défendre l'égalité entre les femmes et les hommes

La LDH dénonce la persistance des violences, des inégalités et des discriminations qui touchent les femmes dans tous les domaines. Le 25 novembre 2017, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, la LDH a mené une campagne offensive pour que cessent ces violences maintenant. Elle milite pour que la législation française, largement égalitaire, soit effectivement appliquée.

Outre la participation des différentes sections aux manifestations, communications et débats dans le cadre du 8 mars et autour de la Journée contre les violences faites aux femmes, des actions spécifiques ont été menées sur la région.

En Haute-Garonne, avec l'Autate et Stop harcèlement de rue et en collaboration avec Tisséo, une campagne contre le harcèlement sexiste dans les transports en commun de l'agglomération toulousaine a été menée, avec tractage, affichage et information dans les stations.



En Aveyron, en partenariat avec le Planning familial et l'Unicef, différents lieux ont accueilli l'exposition « 17 femmes », accompagnée d'une conférence.

La défense du droit à l'avortement reste bien sûr un combat d'actualité partout.

Eduquer aux droits de l'Homme et à la citoyenneté

Les questions concernant la citoyenneté et l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme.

Rencontrer les jeunes est essentiel en Midi-Pyrénées. La LDH en résidence, ce sont soixante-et-onze classes rencontrées au cours de la dernière année scolaire, lors d'interventions de deux heures chacune. Parmi elles, des classes de sept lycées de trois départements de la région : Haute-Garonne, Aveyron et Tarn-et-Garonne, d'une vingtaine de collèges et de trois écoles élémentaires. L'objectif des interventions dans le cadre de la LDH en résidence est de donner la parole aux élèves et de leur permettre de débattre sur des thèmes variés.



Des interventions auprès de classes de collège, ainsi que des ateliers dans le cadre de la Journée contre les discriminations en école primaire ont également été menées à Rodez.

Une autre façon de donner la parole aux élèves : la participation au concours des « Ecrits pour la fraternité », concours national à destination des scolaires organisé par la LDH, avec un thème différent chaque année. En 2017, plusieurs classes ont réfléchi sur la phrase « *Du pain en temps de paix vaut mieux que du gâteau en temps de guerre* » et des élèves des Hautes-Pyrénées et de Haute-Garonne ont été primés pour leurs productions.

Il y a eu enfin des interventions sur le thème de la citoyenneté auprès de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) à Cahors et participation à des stages de citoyenneté dans le sud de la Haute-Garonne, en lien avec une association qui prend en charge des personnes condamnées à des peines de substitution.

LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



Comité régional
Midi-Pyrénées
2, rue Saint-Jean
31000 Toulouse
ldhmidipyrenees@gmail.com

Ariège

Section
Ariège
BP 20151
09003 Foix Cedex

Fédération
Aveyron
Maison des associations
15, avenue Tarayre
12000 Rodez
ldhrodez@gmail.com
ldh-midi-pyrenees.org

Section
Rodez Millau
Maison des associations
15, avenue Tarayre
12000 Rodez
ldhrodez@gmail.com
LDH Rodez

Section
Villefranche-de-Rouergue/Decazeville
Maison des sociétés
2, place Bernard Lhez
12200 Villefranche-de-Rouergue
05 65 63 95 94
ldh12villefranchedecazeville@yahoo.fr

Gers
Section
Auch et l'Isle-Jourdain
C/O Ligue de l'Enseignement du Gers
36, rue des Canaris
32000 Auch
ldh32-auch@orange.fr

Fédération Haute-Garonne

Section
Colomiers - Ouest toulousain
ldh-colomiers@orange.fr
Ligue des Droits de l'Homme -
Colomiers ouest toulousain

Section
Toulouse
2, rue Saint-Jean
31000 Toulouse
05 62 26 69 19
ldh.toulouse@gmail.com
ldh-midi-pyrenees.org/les-sections/
toulouse/
Ligue des droits de l'Homme
de Toulouse
@LDHtoulouse

Fédération
Lot
Section
Cahors
Espace Clément Marot
Place Bessières
46000 Cahors
06 12 95 12 32
ldh.cahors46@laposte.net

Section
Martel
ldh.martel@gmail.com
ldh-midi-pyrenees.org/les-
sections/martel-souillac/

Fédération Hautes-Pyrénées

Section
Lannemezan
Mairie
65300 Lannemezan
06 14 51 62 01
ldhlannemezan65@gmx.fr

Section
Tarbes/Bagnères-de-Bigorre
4, rue Alphonse Daudet
65000 Tarbes
ldh.tarbesbagneres@gmail.com

Tarn

Section
Gaillac
ldh.tarn@gmail.com

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom:
Adresse: Tél.:
..... Mail:

Je souhaite adhérer à la LDH.





LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org